

L'Europe face à la crise

Michel Husson*, *L'Humanité*, 6 juin 2009

Le monde, et donc l'Europe, ont été plongés par le capitalisme dans une crise profonde, sociale et écologique. La seule réponse cohérente est donc une sortie de ce système fondée sur un double renversement : le bien-être social et le temps libre plutôt que les profits, la création maîtrisée d'emplois socialement utiles et écologiquement compatibles plutôt que la croissance concurrentielle. L'Europe est un espace où une telle réorientation peut prendre corps. Mais il faut évidemment des transitions. La campagne européenne est l'occasion de mettre en avant des propositions soulignant l'inadéquation totale de l'Europe réellement existante. Il faut commencer par dire que l'idéologie qui sous-tend sa construction s'est effondrée : la concurrence mène à la débâcle et les réformes des marchés du travail à la misère. Les principes libéraux ont été piétinés dans l'urgence, les dispositifs institutionnels ont explosé.

Il s'agit ensuite de mettre en avant des pistes alternatives et on en retiendra trois à titre d'exemple. Il faut d'abord tordre le coup à cet argument : si vous taxez le capital, il va partir dans un autre pays moins regardant. La réponse se trouve dans un impôt unifié sur le capital au niveau européen : il permettrait de financer, à travers un budget européen élargi, des fonds d'harmonisation sociale et des investissements utiles transversaux. Deuxième exemple : contre la mise en concurrence des salariés, il faut un système de salaires et de revenus minima garantissant que personne ne vit en-dessous du seuil de pauvreté défini comme 60 % du revenu médian. Un tel principe a le mérite d'être universel, tout en prenant en compte les différences entre pays. De plus, il enclenche un mouvement de convergence des niveaux de vie s'il se combine avec un autre principe selon lequel le salaire doit augmenter au même rythme que la productivité.

Dernier exemple : on ne peut à la fois se fixer des objectifs exigeants en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre et s'obstiner à privatiser les services publics, notamment dans les secteurs des transports et de l'énergie. Il faut au contraire promouvoir l'idée de services publics européens parce que ce sont les outils indispensables à des politiques structurelles.

Ces trois mesures s'inscrivent dans une réponse cohérente à la crise actuelle. Pour faire avancer un tel projet, il faut combiner plusieurs ingrédients. D'abord un bilan critique argumenté de l'euro-libéralisme : la crise en offre une démonstration brutale. Ensuite une perspective anticapitaliste globale, parce que le capitalisme échappe par nature à toute régulation, comme le montre la perte de substance des projets d'aménagement sociaux-libéraux. Une telle perspective a besoin d'objectifs intermédiaires qui fixent aux luttes des objectifs plus immédiats, et d'une stratégie d'extension prête à rompre avec cette Europe, non pas en faveur d'un repli national, mais au nom d'une autre Europe. Enfin, il faut que ce projet soit porté par un front large lui offrant un débouché politique. C'est sans doute, au fond, ce qui nous manque le plus.

* (membre du Conseil scientifique d'Attac)